

## 4. LES INSTITUTIONS

### Rôle des centres de gouvernement

La configuration du centre de gouvernement de chaque pays résulte de diverses forces historiques, culturelles et politiques, et a pris forme au fil du temps. En dépit de l'hétérogénéité qui en résulte, les fonctions des centres de gouvernement présentent de fortes similitudes d'un pays à l'autre. Si les centres de gouvernement sont traditionnellement au service du gouvernement et de son chef, ils sont de plus en plus appelés à compléter ce rôle traditionnel par une contribution plus active à d'autres fonctions au niveau de la conception, de la coordination, de la mise en œuvre et du suivi des politiques, ce qui exige davantage d'intégration et de coordination avec les autres services et organismes officiels.

Les crises financières et budgétaires ont focalisé l'attention sur l'aptitude des pouvoirs publics à agir de façon décisive et à mobiliser des partenaires clés à cet effet. Au sein des pays de l'OCDE, les décisions sont prises selon un large éventail de modèles constitutionnels. Dans les systèmes présidentiels, il est plus courant de convoquer des réunions bilatérales avec des ministres clés ou des groupes de conseillers, et les réunions plénières du gouvernement sont moins fréquentes. Pour la majorité des pays de l'OCDE, des réunions régulières du Cabinet (ce que certains pays appellent les conseils des ministres) restent la principale enceinte des débats sur l'action à mener. Indépendamment de ces différences, il incombe au centre de gouvernement de contrôler la qualité des données probantes, de vérifier l'objectivité ainsi que l'inclusivité des options présentées et de veiller au respect des procédures. Toute une série de tâches s'imposent pour préparer efficacement ces réunions stratégiques, y compris un examen attentif des documents de référence et le règlement de certains différends préalablement aux réunions. Il ressort de l'enquête de l'OCDE qu'en moyenne, près de 60 % des centres de gouvernement étaient chargés de coordonner les débats sur les points à l'ordre du jour avec des comités ministériels avant les réunions du Cabinet, et qu'environ 40 % des centres de gouvernement étaient par ailleurs chargés de la rédaction de notes d'information ou d'autres tâches. En revanche, en Espagne, en Norvège et en Hongrie, les centres de gouvernement n'étaient pas chargés de coordonner les discussions avant les réunions du Cabinet.

Selon l'enquête 2013 de l'OCDE, les centres de gouvernement assurent toute une série de services supplémentaires. De toutes les fonctions assurées par les centres de gouvernement, ce sont les quatre suivantes qui sont les plus présentes dans la zone OCDE : tout d'abord, 89 % des centres de gouvernement analysés sont responsables de la préparation des réunions du Cabinet. Ensuite, 68 % des centres de gouvernement sont responsables de la coordination des politiques au sein du gouvernement. Troisièmement, 57 % des centres de gouvernement assurent la préparation du programme gouvernemental. Enfin, de nombreux centres de gouvernement ont indiqué qu'ils étaient chargés de suivre la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Le nombre de fonctions assurées par le centre de gouvernement varie fortement selon les pays de l'OCDE. Si les centres de

gouvernement de pays tels que l'Italie et la Nouvelle-Zélande ont la responsabilité exclusive de 10 des 15 fonctions à l'étude, aux États-Unis et en République slovaque, le centre de gouvernement partage ses responsabilités (plus de 10 fonctions sur les 15) avec d'autres ministères et organismes publics.

#### Méthodologie et définitions

Les données proviennent de l'enquête 2013 de l'OCDE sur l'organisation et les fonctions du centre de gouvernement (33 pays, dont 28 membres de l'OCDE et 5 non-membres, ont participé en plus de la Commission européenne). Les répondants étaient de hauts responsables qui appuyaient et conseillaient de manière directe le chef du gouvernement et le Conseil des ministres ou le Cabinet. Leurs réponses portaient sur la période 2008-12.

L'expression « centre de gouvernement » désigne la structure administrative qui est au service de l'exécutif (c'est-à-dire du Président ou du Premier ministre ainsi que du gouvernement dans son ensemble). Le centre de gouvernement connaît des appellations très diverses selon les pays : secrétariat général, secrétariat du Cabinet, chancellerie, bureau/ministère de la présidence, bureau du Conseil des ministres, etc. Dans de nombreux pays, le centre de gouvernement est composé de plusieurs unités aux fonctions diverses. Dans la quasi-totalité des cas, le centre de gouvernement comporte une unité exclusivement placée au service du chef du gouvernement, et non du centre de gouvernement dans son ensemble. Les appellations de cette unité sont elles aussi nombreuses : Cabinet du Premier ministre, Secrétariat du Premier ministre, etc.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2015), « Centre Stage: Driving Better Policies from the Centre of Government », GOV/PGC/MPM(2014)3, OCDE, Paris, [http://www2.oecd.org/oecdinfo/info.aspx?app=OLIS&scoteEN&Ref=GOV/PGC/MPM\(2014\)3](http://www2.oecd.org/oecdinfo/info.aspx?app=OLIS&scoteEN&Ref=GOV/PGC/MPM(2014)3).

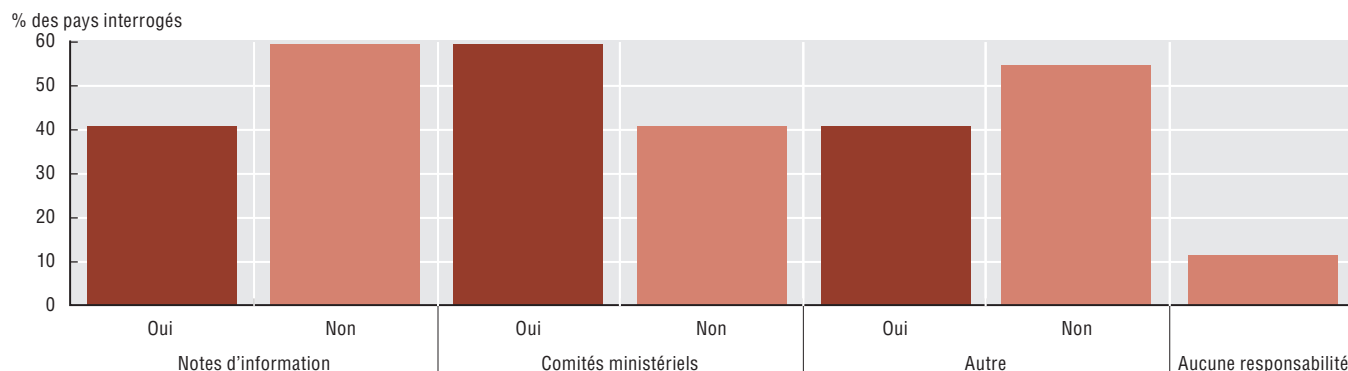
#### Notes relatives aux graphiques

On ne dispose pas de données pour la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, le Mexique, la Pologne et la République tchèque. Seuls les pays de l'OCDE sont inclus dans le graphique.

4.4 : On ne dispose pas de données pour la Suède.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

#### 4.4. Responsabilités des centres de gouvernement en matière de coordination de l'examen des points à l'ordre du jour avant les réunions du Cabinet



Source : Enquête 2013 de l'OCDE sur l'organisation et les fonctions du centre de gouvernement.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347479>

#### 4.5. Principales fonctions des centres de gouvernement classées selon leur niveau de responsabilité

Pays	Préparer les réunions du Cabinet	Relayer les messages du gouvernement	Stratégie de ressources humaines pour l'administration publique	Réformes de l'administration publique	Planification stratégique	Gestion des risques/anticipation stratégique	Préparation du programme gouvernemental	Analyse des politiques	Coordination des politiques	Qualité et cohérence de la réglementation	Suivi de la mise en œuvre de la politique gouvernementale	Relations avec les administrations infranationales	Relations avec le parlement	Aide et développement internationaux	Coordination/questions stratégiques supranationales
Allemagne	●	○	□	□	●	□	●	○	●	□	○	○	○	□	○
Australie	●	○	□	○	●	○	○	○	○	○	○	●	○	○	○
Autriche	●	●	○	○	○	□	□	○	●	○	○	●	○	□	○
Belgique	●	●	□	□	●	●	●	●	●	□	●	●	○	□	○
Canada	●	○	○	○	●	●	●	○	●	□	●	○	●	□	□
Chili	●	○	○	●	●	●	●	○	●	○	●	○	●	□	○
Corée	○	○	□	●	○	○	○	●	●	●	●	○	○	○	○
Danemark	●	○	□	○	●	○	●	○	●	○	○	○	○	□	●
Espagne	□	○	□	□	○	●	●	○	○	□	○	○	○	○	○
Estonie	●	●	□	○	○	○	●	○	●	○	●	□	●	□	○
États-Unis	●	○	○	○	●	○	○	○	●	○	○	○	○	○	○
Finlande	●	●	□	○	●	○	○	○	●	○	●	□	○	□	○
France	●	○	○	●	●	●	●	○	●	○	●	○	●	□	○
Hongrie	□	○	□	□	○	○	●	○	○	□	●	□	○	□	○
Islande	●	○	□	○	○	○	●	○	●	●	●	□	●	□	□
Israël	●	○	○	○	●	○	●	○	●	●	□	□	●	□	□
Italie	●	●	●	●	○	○	●	○	●	●	●	●	●	○	○
Japon	●	○	○	○	○	○	○	□	○	○	□	□	○	□	□
Norvège	●	○	□	□	○	○	○	●	●	□	□	□	●	□	□
Nouvelle Zélande	●	○	●	●	●	●	●	○	●	●	●	□	●	□	□
Pays-Bas	●	○	□	□	○	□	○	□	●	□	○	□	○	□	○
Portugal	●	●	□	□	●	□	●	●	●	○	●	●	●	○	○
République slovaque	●	●	○	○	○	○	○	○	○	○	●	○	●	○	○
Royaume-Uni	●	○	●	●	○	○	○	○	●	○	○	○	●	□	○
Slovénie	●	●	□	□	○	○	○	○	○	●	●	□	●	□	□
Suède	●	○	□	□	●	○	●	○	○	○	○	○	○	□	○
Suisse	●	○	□	○	●	□	●	□	○	○	●	○	○	□	□
Turquie	●	●	○	○	□	□	□	□	○	●	○	□	●	□	□
<b>Total OCDE</b>															
● Responsabilité du centre de gouvernement	25	10	3	6	14	7	16	4	19	7	15	5	14	0	1
○ Responsabilité partagée avec un autre organe	1	18	9	13	13	15	10	20	9	14	10	12	14	6	18
□ Responsabilité d'une autre instance officielle	2	0	16	9	1	6	2	4	0	7	3	11	0	22	9

Source : Enquête 2013 de l'OCDE sur l'organisation et les fonctions du centre de gouvernement,

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933348296>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2015**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2016), « Rôle des centres de gouvernement », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-26-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-26-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).